



France: le déficit pourrait refluer en 2011, la dette poursuivra son envolée

Paris (awp/afp) - Le gouvernement a repoussé à 2011 la perspective d'une décade du déficit public abyssal de la France, avec l'espoir d'être alors aidé par un net redressement de la croissance, mais la dette continuera, elle, sa folle progression.

Le déficit de l'Etat, qui s'établit en 2009 à 141 milliards d'euros, entamera un reflux l'an prochain (116 milliards), selon le projet de budget présenté mercredi. Mais la flambée du chômage, qui se poursuivra encore au moins jusqu'à mi-2010 selon Bercy, va détériorer les comptes sociaux, plombant le déficit public global.

Ce dernier, qui regroupe le budget de l'Etat, celui des collectivités locales ainsi que les comptes sociaux, sera de 8,2% du produit intérieur brut (PIB) cette année et grimpera encore en 2010 à 8,5%, un niveau inédit, en raison notamment des allègements d'impôts réservés aux entreprises.

"C'est une aggravation que nous assumons", a déclaré le ministre du Budget, Eric Woerth, estimant qu'il s'agit pour près de deux tiers d'un "déficit de crise" dû aux dépenses de relance et à l'effondrement des recettes fiscales.

Pour la suite, le Premier ministre François Fillon a promis une loi "qui planifiera une baisse de la dépense publique sur plusieurs années".

Concrètement, le gouvernement table sur un reflux régulier du déficit public pour atteindre 5% du PIB en 2013. Ces prévisions s'appuient sur une hypothèse de croissance très volontariste de 2,5% par an à compter de 2011.

"C'est un objectif ambitieux, mais pas du tout irréaliste, il est plausible qu'en sortie de crise, on ait un tel rattrapage de croissance", estime Hervé Boulhol, de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). "Maintenir une telle croissance à moyen-long terme, c'est autre chose", nuance-t-il toutefois.

En outre, la reprise économique ne suffira pas. "Il n'est pas certain que la croissance résorbe d'elle-même le déficit d'autant", explique-t-il. "Il faudrait alors des mesures complémentaires, baisse des dépenses ou augmentation des recettes, pour faire reculer le déficit structurel".

Or, "on peut difficilement imaginer un serrage de vis violent avant la présidentielle de 2012", prédit un haut fonctionnaire de Bercy. "En 2011, on va commencer à réduire doucement les dépenses, c'est un chantier à dix ans".

Même si le déficit baisse au rythme espéré par le gouvernement, il sera encore en 2013 bien au-dessus de la limite de 3% du PIB par Bruxelles, mais que la plupart des pays ont franchie à cause de la crise.

Surtout, la dette publique poursuivra son explosion, passant de 67,4% du PIB fin 2008 à 84% l'an prochain. Cette progression continuera ensuite, bien qu'à un rythme moins effréné, au moins jusqu'en 2013 (91%).

En 2010, la dette va rester "dans la moyenne des pays de l'OCDE", indique Eric Woerth.

Le risque est toutefois que les taux d'intérêt, actuellement bas, augmentent dans un futur proche. "La charge de la dette serait alors très élevée et il faudrait resserrer la politique budgétaire pour éviter un effet boule de neige", prévient Hervé Boulhol, redoutant "un effet néfaste sur la croissance".

Et encore, ces prévisions ne prennent pas en compte l'emprunt national qui doit être lancé en 2010.

"Le gouvernement explique que le grand emprunt produira de la +bonne dette+, car il financera des investissements d'avenir qui augmenteront la croissance potentielle de la France", résume Alain Trannoy, directeur d'études à l'EHESS. "Beaucoup d'économistes sont d'accord, à condition de réduire dès maintenant la +mauvaise dette+ en s'attaquant aux dépenses de fonctionnement".

rp

(AWP/30 septembre 2009 16h40)